**PROBLÈMES D'EDIFICATION
DU MAROC ET DU MAGHREB**

QUATRE ENTRETIENS AVEC
El Mehdi BEN BARKA

RECUEILLIS PAR
RAYMOND JEAN

EDITÉ PAR PLON
TRIBUNE LIBRE
N° 52

Confidentiel

PROBLEMES D' EDIFICATION
DU MAROC ET DU MAGHREB
El Mehdi BEN BARKA

Premier entretien

"Problèmes actuels économiques
et d'organisation générale".

JUIN 1959

PREMIER ENTRETIEN

Vous avez été pendant deux ans et demi Président de l'Assemblée Nationale Consultative du Maroc. Il s'agit là d'un poste d'observation privilégié qui vous a sûrement permis de prendre conscience des principaux problèmes qui se posent à ce pays. Est-il légitime de dire que ce sont des problèmes d'édification ? D'autre part, la vie de militant qui a été la votre pendant ces vingt dernières années vous a permis de donner un sens à ce terme d'édification qui revient si souvent dans vos déclarations. Quel est ce sens ?

Effectivement, il s'agit essentiellement pour nous de faire face aux problèmes de l'édification d'un Maroc nouveau conforme aux aspirations de son peuple et de son Roi et aux exigences de la période que nous vivons.

En 1956, au moment où le Maroc a reconquis son indépendance, il s'est trouvé devant un double héritage : le premier qu'on pourrait appeler l'héritage colonial, le second (souvent marqué par le premier et beaucoup plus important) l'héritage d'une situation de stagnation et d'isolement qui a fait que le Maroc doit rattraper un retard de quelques trois siècles. Ce retard apparaît sur le plan économique, sur le plan technique, sur le plan institutionnel, et c'est pourquoi les trois premières années de l'indépendance ont été des années de recherches en vue d'apporter une solution à ce problème de l'édification.

C'est d'ailleurs le même problème qui se pose pour des pays comme l'Inde, l'Egypte et la Chine. Nous nous sommes tous trouvés à peu près au même stade, c'est-à-dire alourdis de ce double héritage colonial, et national. Les uns comme l'Inde et la Chine ont été bloqués, figés, par la présence de l'administration coloniale pendant les quelques siècles que nous avons vécus nous, sous un blocus impérialiste tantôt espagnol, tantôt anglais, tantôt turc, qui nous a empêché de suivre la marche de l'humanité au cours de laquelle elle a connu la révolution industrielle, la révolution de l'électricité, la révolution des institutions qui ont transformé notamment la face de l'Europe.

Pour donner un sens à ce terme d'édifier, je pourrais dire qu'il s'agit de construire une société nouvelle. Ici au Maroc, cela permettra à l'homme de s'épanouir, de bénéficier de cet apport scientifique et technique auquel nous-mêmes avons concouru, parce que nous avons porté bien haut le flambeau de la science pendant une période de l'Histoire

de l'Humanité qui a permis à la Renaissance de s'organiser en Europe. L'homme de chez nous n'a pas encore pu bénéficier des résultats des travaux de ses ancêtres sur le plan scientifique parce que pendant quelques siècles il a été obligé de se mobiliser pour préserver son indépendance. L'on a vu les tribus marocaines abandonner leurs champs, les Ulémas abandonner leurs cours pour lutter contre les invasions (portugaises ou autres) qui menaçaient les côtes marocaines et dont les visées impérialistes n'ont pas pu aboutir avant 1912. Cela fait que nous avons connu les mêmes inconvénients que l'Inde et la Chine parce que les murailles que nous avons dressées contre l'invasion pendant ces siècles depuis la période saâdiene ont été des murailles qui ont empêché également la science de pénétrer chez nous.

C'est donc bien, une société nouvelle qu'il faut créer pour permettre à l'homme de s'épanouir et faire disparaître toutes formes d'exploitation. Il ne s'agit pas pour nous, quand nous pensons à l'héritage colonial, de faire cesser seulement l'exploitation née de la période du protectorat, mais aussi l'exploitation qui a pu exister de l'homme marocain par l'homme marocain. C'est donc bien un idéal d'édification nationale qui anime actuellement l'ensemble du peuple marocain et qui est la source de l'enthousiasme immense que l'on sent partout dans notre pays.

Monsieur le Président, vous venez de parler d'une société nouvelle. Je crois qu'il n'y a pas de "société" sans support économique. Je voudrais qu'au terme de l'historique que vous venez de nous proposer nous débouchions maintenant sur les réalités économiques du Maroc d'aujourd'hui. Dans un récent article de "France-Observateur", Claude BOURDET et Eve DESCHAMP, ont écrit que deux voies s'offraient à l'économie marocaine. Celle du retour à la prospérité capitaliste, à l'investissement des capitaux étrangers, à la liberté des profits. Ou bien celle de la planification, de l'austérité, d'une réelle mobilisation du pays. Cette alternative vous paraît-elle vraie ? Dans ce cas, préconisez-vous l'une de ces deux voies ? Ou plutôt une voie moyenne ?

Lorsqu'on a pour tâche de créer une société nouvelle et d'amener l'ensemble du peuple marocain à son plein

épanouissement , avec naturellement les conditions économiques que cela suppose, le choix de la voie à suivre ne peut pas être une simple question de sentiment.

Nous sommes placés devant des données chiffrées qui traduisent l'état actuel de la société marocaine sur le plan économique, et qui traduisent l'objectif vers lequel nous voulons tendre. Ainsi 85% de la population marocaine ne dispose pas plus d'une trentaine de milliers de francs par an et par habitant, le reste de la population ayant un revenu annuel de cent vingt à trois cent mille francs par an selon la catégorie intéressée. Donc, nous nous classons dans la catégorie des pays pauvres, des pays qui ne disposent pas du minimum, des cents dollars par an; nous nous classons bien loin par rapport à la moyenne des pays développés qui est de huit cents dollars par an, et encore bien loin des pays qui disposent par habitant de deux mille dollars par an.

Le chemin donc à parcourir est long, le bond à réaliser est immense et nous ne pouvons pas nous en remettre au hasard des entreprises privées qui visent avant tout les bénéfices des investisseurs surtout quand ces investisseurs ne sont mus que par une euphorie momentanée et une recherche du profit immédiat, comme cela a été le cas pendant les dix dernières années du Protectorat. Cette euphorie capitaliste est sans intérêt pour l'objectif que nous recherchons, je dirai même sans intérêt pour les investisseurs eux-mêmes à long terme. La voie que nous devons suivre est celle de la planification, mais d'une planification qui doit tenir compte en même temps des besoins de notre pays en capital étranger, qui trouvera chez nous les garanties nécessaires, à condition de concourir à la réalisation de notre objectif de progrès économique et social.

La voie que vous venez de traverser est-elle bien celle de l'indépendance économique du Maroc. En effet, l'indépendance politique de ce pays est un fait acquis, mais peut-on parler pour autant de son indépendance économique ? Quel est l'effort entrepris actuellement dans ce sens ? Ou bien dans quelle mesure le Maroc peut-il encore s'accommoder de l'infrastructure capitaliste du protectorat ?

La voie de la planification "accommodée" à l'investissement des capitaux étrangers que vous avez appelée la voie moyenne suppose une économie indépendante . Je crois dire que l'économie du Maroc après 1955 était loin

d'être celle d'un pays indépendant, elle était essentiellement construite sur une base de complémentarité par rapport à l'économie française, du moins en ce qui concerne son secteur moderne.

Or, à côté du secteur moderne subsistent des secteurs traditionnels d'économie de subsistance qui eux naturellement sont la continuation du passé ancestral. Donc, pour suivre la voie qui doit nous mener au développement économique, au relèvement du niveau de vie, il est indispensable que nous ayons une économie affranchie où les liens de dépendance qui ont existés sous le protectorat se transformant en des liens de coopération. Cela suppose que la vocation propre de notre pays soit respectée, cela suppose aussi que notre économie réponde aux nécessités de sa croissance, aux nécessités du progrès social que nous voulons réaliser.

Une telle reconversion n'est pas facile, il y a eu des tâtonnements pendant les deux premières années de l'indépendance, le Ministre de l'Economie Nationale, M. BOUABID, s'est attelé courageusement à cette tâche depuis 1957, il a été l'artisan du premier plan biennal qui doit assurer la transition entre cette économie dépendante et complémentaire et cette économie affranchie et de coopération que nous voulons réaliser.

Le plan biennal se termine cette année, un plan de cinq ans est en préparation. Nous pensons que c'est celui-là qui va marquer un pas en avant dans la voie de la libération de notre économie, dans la voie de la réalisation de ce processus très long vers le progrès et la satisfaction réelle des besoins. Cela suppose un certain nombre d'instruments indispensables qui sont actuellement l'objet de l'attention du Gouvernement de Sa Majesté.

Il s'agit avant tout de l'Institut d'émission qui jusqu'à présent était détenu par la Banque d'Etat du Maroc, organisme étranger né au lendemain de la Conférence d'Algésiras de 1906 et qui était la manifestation de notre dépendance monétaire. Le 1er Juillet 1959 a été la date de naissance de cet Institut national d'émission dont l'existence n'implique nullement notre retrait de la zone franc à laquelle nous tenons à appartenir dans l'intérêt du Maroc et dans l'intérêt de la zone franc elle-même.

D'autres instruments aussi importants vont voir le jour : il s'agit de contrôler non seulement l'émission de la monnaie, mais aussi le crédit pour permettre l'orientation et l'accélération de nos efforts dans le sens que nous avons indiqué. La Banque de développement économique contribuera à assurer la réalisation des objectifs du plan économique. Une Banque de commerce extérieur viendra également servir de régulateur dans nos échanges qui sont un facteur important du développement de notre équipement. Déjà, le Bureau d'Etudes et de Participations Industrielles (B.E.I.P.) est à l'oeuvre

et permet aux investisseurs de rechercher les secteurs les plus rentables et les plus conformes aux intérêts nationaux. Le Bureau de Recherches et de Participations Minières (B.R.P.M.) devient maintenant l'instrument dynamique d'intervention de l'Etat dans la recherche et l'exploitation des richesses minières et en particulier des hydrocarbures.

Vous avez parlé de l'infrastructure capitaliste du protectorat : ces nouvelles institutions que je viens d'énumérer se substituent à un certain nombre d'organes qui ont servi les intérêts colonialistes pendant les 40 années de protectorat, mais nous pensons que, mis à part ces instruments de caractère colonialiste, l'infrastructure du protectorat représente un héritage positif qui doit accélérer notre développement économique, et sans doute permet au Maroc de se classer parmi les pays avancés dans la voie de développement et non parmi les pays sous-développés. Nos amis du Moyen-Orient, d'Asie ou d'Afrique qui visitent le Maroc nous envient quand ils voient ce réseau routier, cet équipement énergétique, ces moyens de transport, ces installations portuaires dont notre pays est doté et qui ont été financés par le budget marocain sous le Protectorat et que le Maroc indépendant continue à développer et à amortir tous les ans.

Certains éléments de l'infrastructure capitaliste continuent cependant à dépendre d'organismes étrangers et doivent être placés sous un contrôle plus direct de l'Etat marocain, je fais allusion en particulier à la nécessité de contrôler les sources d'énergie et de transport. Je me permets d'ajouter une petite précision pour expliciter ma pensée sur ce point : dans l'état actuel des choses, le facteur d'énergie du Maroc constitue un des éléments qui décourage les investissements des capitaux étrangers, en raison de la cherté du KW, le contrôle par l'Etat de l'énergie électrique du Maroc pourrait permettre l'abaissement du prix du KW et supprimer ainsi un goulot d'étranglement du développement des investissements étrangers.

Ainsi donc, nous envisageons l'avenir avec beaucoup d'optimisme, forts justement de cette infrastructure capitaliste du protectorat, forts également de l'esprit de coopération qui nous anime et qui doit trouver une "réponse" chez les investisseurs étrangers et tout particulièrement français.

Je vois fort bien le rôle que doivent jouer les instruments dont le Gouvernement de Sa Majesté envisage la mise en place, sur le plan de la monnaie, du crédit et du développement économique, ainsi que le contrôle jugé nécessaire de certains secteurs clés dans l'intérêt même des investissements de capitaux étrangers,

cependant n'y-a-t-il pas une "contradiction" dans l'existence à côté de ces investissements privés que vous encouragez, d'un secteur public qui s'élargit et qui tend vers une économie de type socialiste ?

Si l'on analyse la situation de l'épargne nationale on se rend compte que nous n'avons pas le choix. L'épargne nationale est très insuffisante et en tout cas elle n'a pas encore la possibilité d'être drainée. Le Maroc ne dispose pas d'un capital national susceptible de s'investir comme ce fut le cas dans les Indes ou même en Egypte ou en Irak.

Nous nous trouvons devant le dilemme suivant : laisser les seuls capitaux étrangers s'investir dans tous les domaines ou bien les associer à l'Etat dans certains domaines clés. Le choix de cette association est pour nous une garantie supplémentaire donnée aux capitaux étrangers, c'est en même temps une garantie politique pour nous, car, nous ne voulons pas nous trouver ici les conditions de l'Amérique Latine où l'afflux des capitaux étrangers ne se traduit souvent que par une distribution des salaires et non par un accroissement de la richesse nationale et une élévation du niveau de vie. C'est donc un équilibre que nous recherchons entre l'intérêt des investisseurs et l'objectif fondamental de construction de la société marocaine.

C'est d'ailleurs à l'honneur du Maroc de n'avoir pas accepté par exemple de se contenter de royalties en ce qui concerne les pétroles qui sont recherchés dans le sud de notre pays et pour lesquels nous voulons associer le travail et le capital nationaux. (I)

De même, pour certains autres secteurs, comme par exemple la construction d'automobiles et de pneumatique, l'Etat participe aux investissements pour assurer la relève d'un capital privé national non encore dégagé.

Il y a donc, deux formes de création d'un secteur public, : ou bien elle est obligatoire quand il s'agit de domaines clés, énergétiques et sidérurgiques par exemple, ou

./.....

(I) La Société Maroc-Italienne de Pétrole (S.O.M.I.P.) a été constituée en 1958 avec 50% des capitaux de l'Etat Marocain et 50% des capitaux de l'E.N.I. italienne.

Il en est de même de la Société Anonyme Maroc-Italienne de Raffinerie (S.A.M.I.R.) constituée en 1959 avec des investissements de 10 milliards.

bien elle est facultative et dans l'intérêt des investisseurs comme dans les secteurs mécaniques, chimiques qui sont actuellement étudiés ou déjà réalisés. Signe caractéristique, certains capitalistes de la "free entreprise" sollicitent eux-mêmes cette participation de l'Etat (Berliet).

D'ailleurs, les pays où le secteur capitaliste national est développé, en Inde par exemple, la nécessité de créer et de développer un secteur de l'Etat est apparu. Dès les premières années de l'indépendance, et actuellement, les deux premiers plans quinquennaux de l'Inde ont permis de réaliser à côté du secteur national privé, un secteur d'état de plus en plus développé surtout pour les industries de base.

Vous avez jusqu'à présent emprunté vos exemples essentiellement au domaine de l'équipement industriel et des sources d'énergie, mais l'économie d'un pays embrasse aussi les réalités agricoles, et tout particulièrement en ce qui concerne le Maroc. Est-ce que je peux vous demander si une réforme agraire est nécessaire ou même simplement souhaitable dans ce pays ? Sur quelle base pourrait-elle être réalisée ? Des tentatives de ce genre ont-elles déjà été faites ?

Le rôle du secteur rural que vous abordez est extrêmement important dans le processus d'édification de la société marocaine nouvelle.

Important d'abord, par la grande masse des ruraux qui constitue les 3/4/ de la population de notre pays, important aussi parce que là le retard est beaucoup plus grand que dans le secteur urbain et exige un effort considérable. Je peux même dire que c'est de l'effort que nous déployons dans le secteur rural que dépendra le succès de l'industrialisation de notre pays qui est la voie nécessaire de l'épanouissement économique et du relèvement sensible du niveau de vie au Maroc, car, une industrialisation sans un marché intérieur reste artificielle et, dans l'état actuel des choses, les habitants des campagnes constituent la grande masse de consommateurs.

Mais le problème est plus complexe, car, l'agriculteur marocain a vu, dès l'aube de l'indépendance, commencer pour lui une véritable ère de libération.

Pensez que le monde rural qui a fait notre histoire est resté en marge du développement économique et social même lent qu'ont connu nos cités. Ce fut pendant quelques siècles la grande masse muette : elle a pourtant combattu vaillamment

pour préserver l'indépendance, a résisté les armes à la main contre l'occupation, et a connu pendant les 40 années de Protectorat un véritable régime de prison collective. C'est dire combien est grande pour ce monde rural la signification de l'indépendance, cette indépendance qui a vu s'effondrer à la fois, le système administratif, coercitif et féodal qui l'étouffait dans sa tribu ou son douar et qui l'obligeait à s'évader soit dans les villes, même dans l'armée française ou espagnole.

Pour nous, l'Indépendance ne doit pas consister à réaliser un peu de prospérité pour une fraction du peuple marocain qui peut y accéder facilement au détriment de cette grande masse qui, elle, a un long chemin à parcourir. Nous considérons que la société marocaine doit être une société équilibrée et harmonieuse qui doit assurer le bien-être du peuple, donc du monde rural aussi bien que dans le monde des villes. Cela suppose que nous donnerons à nos fellahs les moyens de briser la gangue de sa misère et de rompre le cadre qui fige sa vie. Cela pose des problèmes de structure, essentiellement celles des moyens de production notamment, par la redistribution de la terre à ces masses rurales sous-employées et vivant dans le dénuement. Ce qui suppose aussi une transformation radicale des méthodes de culture et d'élevage en vue d'accroître la production et pour intégrer ces masses, qui vivent selon une économie précaire de subsistance, dans une économie nationale moderne.

En ce qui concerne la redistribution des moyens de production, elle vise à supprimer les injustices et les graves inégalités de modes de vie, dans les campagnes, à supprimer les conditions d'exploitation dans lesquelles vivent les Khamès qui comme vous le savez, sont des métayers au cinquième; enfin, elle vise à ne plus permettre que les valorisations de la terre par l'irrigation ou les travaux d'assainissement, financés par le contribuable, ne bénéficient qu'aux seuls propriétaires.

Il s'agit, je me résume, de donner la terre aux paysans qui en ont besoin, de rechercher cette terre soit dans les grands domaines confisqués aux anciens traîtres et féodaux ou dans la plus-value des secteurs irrigués ou assainis, la rechercher enfin dans les domaines qui sont le fruit de spoliation ou d'expropriation de caractère colonial.

Or, jusqu'à présent, plutôt jusqu'à la fin de l'année 1958, les tentatives ont été tinides. On peut dire que le monde rural s'est aperçu trois ans après l'indépendance qu'il n'a pas bénéficié de cette indépendance dans la mesure où il l'espérait. A l'exception de l'opération-labour qui elle, renferme des germes révolutionnaires d'une portée lointaine, la grande masse des paysans sans terre est restée dans l'attente, et n'oublions pas que dans les campagnes marocaines plus de la moitié des agriculteurs restent inemployés. C'est ce qui explique d'ailleurs les quelques manifestations d'impatience qui ont eu lieu à la fin de l'année 1958 et qui auraient dû prendre une plus grande ampleur si le Gouvernement d'ABDALLAH IBRAHIM n'avait entrepris délibérément et sérieusement de traiter le problème agraire dans le sens des réalisations plus concrètes, souhaitées par Sa Majesté elle-même qui suit ces questions avec la plus grande attention.

C'est ainsi qu'il a été décidé de distribuer les terres confisquées aux traîtres. D'autres terres qui viennent d'être récupérées dans les BENI-AMER et qui représentent plus de 1.700 hectares irrigués que Sa Majesté vient de distribuer, à raison de 5 hectares par famille. On envisage de récupérer toutes les terres qui appartenaient aux collectivités rurales, et avaient été louées dans les conditions léonines soit à des colons, soit à des particuliers marocains privilégiés, et qui doivent revenir de droit aux collectivités d'origine pour être distribuées aux fellahs sans terre : cela doit représenter une quarantaine de milliers d'hectares.

Le problème des terres de colonisation officielle doit nécessairement être posé dans ce cadre, je dis bien les terres de colonisation officielle qui n'ont rien à voir avec les propriétés régulièrement détenues par les colons français, car sur le million d'hectares possédés par les exploitants non marocains plus d'un tiers avaient été acquis à la suite d'expropriation dites d'utilité publique et n'avaient laissé aux propriétaires d'origine que le choix entre l'émigration dans les villes, ou les conditions précaires de la vie pastorale.

Tout cela, doit concourir à redonner un visage neuf aux campagnes marocaines où de nouveaux usagers de la terre devront s'organiser dans le cadre de coopératives qui leur permettront d'associer leurs efforts et de faire en sorte que cette distribution de la terre ne conduise pas à une régression de la production, mais bien au contraire à un accroissement du revenu national et à une promotion sociale.

Ainsi apparaîtront, çà et là, les secteurs dynamiques d'une société rurale nouvelle où les impératifs de coopération et d'organisation rationnelle constitueront la loi fondamentale.

Il faut d'ailleurs souligner que le problème n'est pas uniquement un problème de transfert et de redistribution de titres de propriété ou de jouissance, mais aussi et surtout un problème de mise en valeur continue. Le Maroc peut encore récupérer en défrichant, en irrigant et en assainissant, plus d'un million d'hectares qui s'ajouteront aux quatre millions déjà cultivés. C'est dans ce sens que l'on peut dire que du point de vue économique, il n'y a pas de problème démographique comme il en existe en Algérie ou en Egypte, mais un problème de mise en valeur et d'investissement.

Vous avez fait allusion, tout à l'heure, à l'opération-labour dont vous avez souligné le caractère très significatif et que vous avez même qualifié, me semble-t-il, de révolutionnaire. Puis-je vous demander de nous dire quelque chose sur cette expérience ?

En effet, l'opération-labour est un élément important du programme de modification des structures de nos campagnes. Elle apporte au système traditionnel de l'agriculture ancestrale un double avantage le tracteur et l'esprit coopératif.

Le tracteur, n'est pas ici un luxe qui vient apparemment accroître le sous-emploi dans un monde, où comme je l'ai dit tout à l'heure, la moitié des agriculteurs reste inemployée. C'est une nécessité climatique, Le Maroc agricole est à la merci des pluies d'automne, qui, lorsqu'elles sont tardives, ne permettent pas au laboureur marocain, d'enlaver toute la terre dont il dispose, faute de temps. Donc, c'est pour vaincre ce facteur temps, que le tracteur est nécessaire, sans parler des labours rationnels qu'il permet de réaliser et des rendements progressifs qu'il permet d'obtenir.

L'opération-labour s'adresse tout particulièrement aux petits agriculteurs qui possèdent généralement, moins de 50 hectares et, à ce propos, s'est posé le problème de la nécessaire coopération entre les petits propriétaires qui doivent bénéficier de l'opération. Il s'agit de les persuader, d'une part de la nécessité du tracteur : ils en sont d'ailleurs tous persuadés, car se sont des agriculteurs séculaires de père en fils, puisque depuis la période romaine, le Maghreb n'a pas cessé d'être un des principaux greniers de la Méditerranée : mais il s'agit aussi de les convaincre de la nécessité de permettre au tracteur de labourer des espaces assez larges pour que son intervention soit rentable, d'où la nécessité de supprimer les barrières, des limites entre ces petites propriétés. Et pour qui connaît un agriculteur, il est plus facile de lui couper le cou que de lui demander de briser une limite de son terrain. Nous avons pu bénéficier du facteur "enthousiasme" du lendemain de l'indépendance, du crédit dont jouit le Mouvement de Libération et Sa Majesté le Roi, pour réaliser ce tour de force. Nous avons vu ainsi des villages convaincus collectivement, de la nécessité de supprimer les limites des lopins de terre, du moins momentanément, pendant le passage du tracteur, pour les rétablir immédiatement après. C'est là le germe révolutionnaire que contient cette opération-labour, car les villageois sont obligés de constituer un comité de contrôle des limites, qui, petit à petit se transforme en un comité coopératif qui n'aura plus à s'occuper seulement des problèmes de bornage, mais qui pourra peu à peu s'occuper de programmes de travaux, d'achats de semences, d'achats d'engrais, collectifs. Ainsi, la coopération ne sera pas imposée d'en haut, de façon artificielle, mais sera inspirée par la pratique en liaison avec les centres de travaux dont le réseau s'étend sur l'ensemble du Royaume.

Quels ont été les résultats concrets de l'opération-labour ?

Sur le plan de la production, les résultats ont été sensibles, nous avons réalisé l'opération sur une superficie de près de 350.000 hectares où les rendements ont augmentés dans

./...

une proportion de 60% en moyenne. Ainsi des revenus nouveaux ont pu être acquis par les 35.000 petits fellahs, qui jusqu'alors grattaient la terre et ne produisaient pas plus de 4 ou 5 quintaux à l'hectare. Sur d'autres plans, on peut dire que l'opération-labour a eu un véritable effet multiplicateur puisque la consommation des engrais s'est trouvée accrue, les Centres de Travaux de l'Etat ont été dotés de tracteurs nouveaux afin de répondre à une demande de plus en plus grande.

Le monde rural que vous venez d'évoquer semble avoir éprouvé, sur le plan de l'exportation des denrées agricoles un certain malaise dû au décrochage du franc marocain. Cette transition, qui, je l'espère, ne vous paraîtra pas trop forcée, n'amène, à vous demander pourquoi le Maroc n'a-t-il pas suivi la dévaluation française. Pouvez-vous, Monsieur le Président, nous exposer les causes et les conséquences de cette attitude ?

Durant les derniers mois on a, effectivement, trop mis l'accent sur les difficultés rencontrées par certaines exploitations agricoles à la suite du décrochage du franc marocain. Ceci n'intéresse d'abord qu'une partie, même une minorité, du monde rural et n'est qu'une conséquence passagère du régime de transition qui a suivi la décision du décrochage du Franc Marocain par rapport au Franc Français.

Le problème du décrochage est un problème qui intéresse l'ensemble de l'Economie on peut même dire, que c'est le premier pas réellement sérieux, entrepris dans le sens de la reconversion de l'Economie Marocaine et même du "décrochage" de cette Economie par rapport à l'Economie Française dont elle était restée dépendante.

La dévaluation décidée par la France répondait à des données propres à l'Economie Française, au moment où celle-ci s'intégrait dans le système du Marché commun. Elle répondait également à une situation monétaire qui s'était dégradée pour des raisons propres à la politique économique et militaire française, que nous ne retrouvons pas ici au Maroc.

Si le Maroc n'a pas suivi la dévaluation française, c'est essentiellement pour éviter des perturbations économiques et sociales internes. En effet, les 2/3 des biens de consommations au Maroc proviennent encore de l'importation et il est certain qu'une dévaluation aurait engendrée nécessairement une hausse des prix et ce qui est plus grave, dans une conjoncture de déflation. Donc, nous voulions et nous tenions essentiellement à préserver l'équilibre des prix et des salaires qui aurait certainement été rompu si nous avions suivi la dévaluation française. Nous avons ainsi tenu à dresser un véritable barrage devant la contagion de la hausse des prix français de façon à permettre à notre économie de faire face à ses propres problèmes par ses propres moyens.

Il est certain que cette décision dictée par les considérations que je viens d'indiquer n'a pas manqué d'avoir des conséquences immédiates inattendues dans les secteurs qui jusqu'à présent étaient entièrement branchés sur le marché français. Ils bénéficiaient de mesures de faveur qui ne permettaient pas aux exportateurs de se rendre compte des conditions artificielles dans lesquelles ils écoulaient leurs produits.

C'est donc la décision de décrochage qui a révélée à ces exportateurs et aux producteurs, appartenant en majorité au secteur moderne de la colonisation, les conditions anormales dans lesquelles ils ont vécu pendant toute la période du protectorat, où il y avait toujours là le contingent français, l'aide française qui permettaient à leur production de s'écouler sans avoir à connaître les difficultés du marché compétitif. En somme, l'Economie Marocaine s'est trouvée devant les problèmes des prix de revient, et les producteurs comme les exportateurs ont été obligés d'abandonner les solutions de facilités qui jus'alors étaient la caractéristique de l'Economie du Protectorat. Donc, si, à court terme, cette décision a apporté des perturbations pour les quelques exportateurs d'agrumes ou de certains produits qui bénéficiaient des avantages offerts par la France, à long terme, cette décision de décrochage oblige les chefs d'entreprise de repenser les problèmes de production, de réduire le prix de revient de cette production, de façon à permettre à notre économie de se développer dans les conditions rationnelles et normales. Bien sûr, des entreprises marginales, donc peu intéressantes pour l'avenir du pays, peuvent se trouver en difficultés sérieuses et même disparaître

A la suite des mesures de sauvegarde nous pouvons dire que le rythme de nos échanges se maintient et doit même s'accroître. Nous sommes passé pour nos exportations de 100 milliards de francs en 1954 à 140 milliards de francs en 1958. Nos importations sont couvertes à 85 % par ces exportations qui conditionnent notre effort d'équipement.

On peut dire, et le peuple marocain l'a compris dans son unanimité, que la libération économique n'a commencée que le jour où cette décision de décrochage a été prise. Même les entreprises françaises qui ont connu quelques difficultés momentanées se sont rendus compte qu'elles bénéficiaient d'une telle mesure, puisqu'elles s'alignaient sur les entreprises similaires en France et ailleurs, avec des obligations semblables de contrôle des différents facteurs de production, trouvant auprès des services de l'Economie Nationale le soutien désirable par des mesures de protection ou même s'il le faut, par une compensation matérielle.

En tous cas, après les quelques premières semaines de perturbation, le rythme de nos échanges extérieures a repris et nous pouvons dire que le Maroc a gagné : nous pouvons même ajouter que la zone franc y a également gagnée, puisque nous sommes constamment à la recherche de nouveaux marchés extérieurs, sans perdre de vue la nécessité de développer notre marché intérieur.

Ce n'était pas là une épreuve facile, je dois l'avouer. Mais elle était salutaire pour amorcer une véritable reconversion de notre économie, et quand je dis "notre économie", j'y

inclus naturellement le secteur étranger industriel, agricole et commercial auquel le Maroc ne demande qu'un effort d'adaptation et d'intégration en harmonie avec ce sentiment de solidarité qui doit animer l'ensemble de l'économie marocaine, où chaque élément recevra le fruit de son labeur et bénéficiera de la sollicitude nationale à la mesure de son apport à la collectivité.

Les résultats déjà obtenus dans la voie de l'assainissement des finances publiques, après deux années d'efforts, sont encourageants. Notre budget de fonctionnement est entièrement couvert par les ressources nationales, tandis qu'une partie de ces ressources a été dégagée pour couvrir plus de la moitié de notre budget d'équipement, alors que durant ces deux dernières années, l'apport de l'emprunt à la France, nous a été supprimé et que nous ne recevons plus, comme aide extérieure, que les prêts américains et les contributions encore insignifiantes des organismes de l'O.N.U.

Nous nous employons à étendre le cercle de cette coopération et de l'assistance technique et financière étrangères par l'élargissement de notre action diplomatique. Mais notre progression restera conditionnée, avant tout par nos propres efforts, par la mise au travail de toute la population qui assurera par son labeur et par sa vigilance, l'accroissement de notre richesse et sa juste répartition.

En parlant de "mise au travail de la population" vous avez évoqué pour moi cette Route de l'Unité à laquelle vous vous étiez consacré durant l'été 1957 et dont les 60KMS ont été construits - si je ne souviens bien - par une douzaine de milliers de jeunes volontaires venus de tous les coins du Maroc. Y-a-t-il eu, par la suite des tentatives semblables ?

Vous avez raison. La Route de l'Unité a été une expérience de mise du pays au travail. Mais elle devait surtout servir de stimulant pour d'autres entreprises semblables, soit à l'échelon local, soit à l'échelle nationale. Il s'agissait de faire des "volontaires", qui ont partagé leur séjour d'un mois sur la Route entre le travail et la formation civique, de véritables citoyens militants.

Effectivement, de retour dans leurs foyers et dans leurs villages, les anciens volontaires se sont transformés en "bâisseurs" toujours disponibles pour des tâches de construction et de mise en valeur. Ces disponibilités n'ont pas toujours été utilisées par les responsables locaux. Mais l'idée doit être développée pour aboutir à de véritables investissements du travail humain à l'état potentiel.

Je dois vous signaler des expériences similaires à la Route de l'Unité qui ont vu le jour par la suite et durant ce même été 1957, tout particulièrement dans les régions de

Marrakech et Agadir où des crédits de lutte contre le chômage ont été judicieusement employés pour associer un maigre investissement financier sous forme de salaires réduits à 50% au travail humain fourni par les intéressés eux-mêmes.

Ces exemples ont été mis en lumière par notre ami M. Gabriel Ardant, Commissaire Général de la productivité en France. Voici ce qu'il en dit dans le journal Le Monde des 12 & 14 Juin 1958 :

"Il s'agit d'une nouvelle méthode économique, administrative, sociale, méthode permettant d'atteindre partout l'homme sans travail, de le faire travailler, encadré par les techniciens là où il s'agit de la mise en oeuvre d'une technique complexe, de le faire travailler, lui-même avec ses propres cadres là où il s'agit de travaux neufs...

"Dans la province de Marrakech cinq chantiers ont été ouverts suivant ces principes.

Prenons l'un d'entre eux : le chantier du Zenrane à Sidi Rahal.

"La situation : 6 000 hectares couverts de pierres ou plutôt d'une carapace de cailloux d'une telle densité qu'en en voyant les vestiges j'ai eu peine à croire que des récoltes de 2 à 3 quintaux par hectare aient été possibles. Au-dessous une bonne terre irrigable.

"L'opération : inciter les deux mille foyers de la tribu - tribu de huit mille personnes - à débarrasser le sol de toutes les pierres. Le type du travail simple qui ne requiert pas l'assistance d'un ploytechnicien ni d'un ingénieur du génie rural. C'est ce qui a été fait. Sur des kilomètres j'ai parcouru la piste jalonnée de cailloux mis en tas par le travail de la tribu tout entière, et j'ai vu les champs où apparaissaient déjà les promesses d'une récolte de 10, peut-être 12 quintaux par hectare.

"Le coût : au total chaque foyer, représentant en moyenne deux travailleurs, a touché pour deux mois de travail 7 500 francs, moitié en argent, moitié en blé, soit au total 15 millions.

"Le résultat : On peut espérer 10 quintaux de plus par hectare, soit 60 000 quintaux de blé ou d'orge, d'une valeur moyenne de 2 500 francs, représentant 150 millions, 150 millions de plus pour cette pauvre collectivité. Le supplément de "tertib" à lui seul, c'est-à-dire de l'impôt foncier marocain proportionnel à la récolte, représente, à 5% taux actuel, 7 500 francs par an : la dépense de l'Etat peut être remboursée en deux ans.

"Admettons qu'il y ait une part d'optimisme dans ces évaluations : réduisons-les même de moitié : le résultat n'en demeure pas moins extraordinaire.

"Or ces travaux ont pu être faits sans contrainte
 "par les hommes du village, encadrés par des chefs d'équipe
 "qui se sont dégagés d'eux-mêmes : c'étaient les meilleurs tra-
 "vailleurs, dirigés par leur caïd, qui lui-même portait les
 "pierres pour donner l'exemple à tous.

"Je n'insiste pas sur un second chantier qui consis-
 "tait à arracher du jujubier sur de vastes étendues, car il pré-
 "sente les mêmes caractéristiques".

Monsieur Ardant en ~~tite~~ titre la leçon suivante pour l'ensemble des
 pays en voie de développement :

"Il ne s'agit pas, on le voit, de substituer de
 "petits travaux sommairement conduits à de grands travaux ration-
 "nellement dirigés. Il s'agit de compléter de grands chantiers
 "par de multiples travaux de mise en valeur, de telle sorte
 "qu'il ne soit pas un coin du Maroc où du travail ne soit offert.

"Ne sous-estimons pas les conditions.

"La première, c'est une sorte de révolution dans les
 "habitudes administratives. Il faut admettre que la comptabilité
 "est faite pour l'homme et non l'homme pour la comptabilité.
 "Il faut surmonter les objections des techniciens et des admi-
 "nistrateurs - j'en ai entendu beaucoup. Il faut accepter des
 "formules de déconcentration qui heurtent les reflexes des
 "services centraux.

"La deuxième, c'est l'enthousiasme - car de tels
 "procédés reposent sur l'initiative, sur l'initiative provoquée,
 "sur l'initiative cependant.

"Si le Gouvernement Marocain, lançant l'appel
 "nécessaire, étend à tout le pays la méthode qu'il a expérimentée,
 "il ne résoudra pas seulement son problème, il apportera un
 "enseignement valable pour d'autres pays insuffisamment dévelop-
 "pés.

"Mais, et c'est notre propos essentiel de le souli-
 "gner, l'expérience marocaine prouve qu'il n'est pas nécessaire
 "d'attendre que toutes ces tâches de formation aient été accomplies;
 "elle prouve que dès maintenant avec "les moyens du bord" un
 "pays qui se trouve dans une situation analogue peut réaliser
 "la mise à un travail productif de toute sa population".

Le Maroc, à mon avis, doit être le premier à tirer la
 leçon de sa propre expérience et à en systématiser les ensei-
 gnements pour notre édification nationale.

Les réponses que vous venez de
 donner au cours de ce premier
 entretien constituent en effet,
 un véritable programme d'édifi-
 cation du pays. Je voudrais
 vous interroger sur la réalisation
 effective de ce programme. Certains
 pays dont vous parliez tout à à
 l'heure, ont eu à faire face/dès

problèmes semblables pour sortir de leur état de sous-développement économique et social. Certains ont réussi, d'autres ont échoué, Dans quelles conditions le Maroc pourra-t-il s'assurer la réussite ?

Effectivement, la tâche que nous entreprenons est immense. Les expériences qu'on vécu la Chine, l'Inde, l'Indonésie, le Moyen-Orient, doivent nous apporter de précieuses leçons. La démarche que nous entreprenons doit aboutir aux objectifs assignés. C'est d'autant plus important que l'échec dans de telles entreprises mène à de véritables bouleversements; tel fut le cas de l'Egypte après ses trente premières années de pseudo-indépendance, de la Chine après l'expérience de Tchan-Kaï-Chek, et d'autres expériences encore qui ont été vouées à l'échec pour ne pas avoir obéi à un minimum de conditions.

Je pense que le bond de quelques siècles que nous devons faire pour sortir de l'état de sous-développement et rattraper l'immense retard imposé par l'impérialisme ou les systèmes féodaux, nécessite, pour son succès, un minimum de trois conditions, qui concernent :

- la direction de l'entreprise, sa planification des efforts,
- l'association démocratique du peuple à la réalisation de l'oeuvre d'édification et de reconstruction.

Le problème de la direction est capital car la route à parcourir est longue, et il importe de créer, en même temps qu'un climat de confiance, le moteur dynamique qui permet au peuple de franchir les étapes de son épanouissement, tout en se rendant compte qu'il ne s'agit pas de réaliser des miracles mais bien d'entreprendre une oeuvre de longue haleine. C'est là que la direction doit être d'une intégrité, d'une droiture irréprochable, et aussi d'une fermeté à toute épreuve, qu'il s'agisse de la direction gouvernementale ou de la direction à l'échelon des organisations populaires politiques, syndicales et professionnelles.

La seconde condition concerne la planification car on ne peut confier la réalisation du bond attendu, au hasard de la seule entreprise privée, qui a permis aux cours des siècles à l'Europe Occidentale et aux Etats-Unis de connaître leur grand essor économique. Car il s'agit ici de rattraper en quelques décades le retard de plusieurs siècles. L'écart entre le niveau actuel de la production et des conditions de vie et celui auquel nous devons accéder nécessite la mise en oeuvre de toutes les ressources : humaines et matérielles, techniques et financières, internes et externes. C'est là le sens de la planification qui doit aussi permettre un choix entre les objectifs, selon les secteurs prioritaires.

Cette planification a d'ailleurs à suivre deux voies parallèles : l'une à long terme, qui permettra de sortir définitivement de l'état de sous-développement, et l'autre, à court terme, qui conduit à des réalisations secondaires permettant au peuple de prendre patience et de se rendre compte du chemin suivi dans le sens de son plein développement. C'est ce dosage entre les objectifs à long terme et les tâches immédiates qui doit être l'objet du plan et conduire le pays, de son état statique à son élan dynamique vers le progrès économique et social.

La troisième condition, celle de l'association démocratique du peuple est le correctif indispensable à la première condition, car la direction risque de s'engager dans l'aventure si elle n'associe pas étroitement à l'oeuvre entreprise, les masses intéressées par cette oeuvre depuis la phase d'élaboration jusqu'à l'exécution qui nécessite la mobilisation enthousiaste de toutes les énergies.

Et cela pose pour nous le problème de nos institutions. Les assemblées communales et municipales qui vont voir le jour dans quelques mois constituent, à mon avis, le facteur de base qui permettra cette association étroite du peuple à l'oeuvre d'édification sur le plan local, de même que l'Assemblée Nationale élue annoncée par Sa Majesté Le Roi assurera cette association sur le plan national.

Comme vous le voyez, les trois conditions sont en voie de réalisation et permettront à notre pays de sortir de la période transitoire d'hésitation et même d'immobilisme qu'il a traversé durant les trois premières années de son indépendance.

Heureusement le Maroc dispose d'un atout considérable qui lui assure continuité et stabilité en la personne de Sa Majesté Mohammed V.

Les conditions dans lesquelles travaille aujourd'hui le Gouvernement Abdallah IBRAHIM, investi de la confiance de Sa Majesté et qui bénéficie de l'appui des organisations patriotiques populaires, démontrent que notre pays s'engage résolument dans la voie de l'action et de l'efficacité.

X-X-X-X-X-X